

lieu d'accentuer ou de compléter les programmes d'aide aux étudiants et sinon, s'il songe à des consultations de ce genre.

La motion présentée cet après-midi par le chef de l'opposition cherchait uniquement à savoir quelle importance le gouvernement attache à ce problème et s'il songe à instaurer, seul ou de concert avec les provinces, des politiques de nature à remédier à un problème extrêmement grave actuellement et qui ira s'aggravant au cours des trois ou quatre prochaines années. Je ne saurais dire à quel point je regrette que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. MacEachen) et le gouvernement semblent ne pas se rendre compte du gaspillage de nos ressources en main-d'œuvre ou s'en désintéresser entièrement.

Cet après-midi, le chef de l'opposition a demandé si le gouvernement avait fait des études pour savoir la proportion des étudiants qui termineront leurs études cette année qui seront absorbés par le marché du travail. Le ministre n'a pas répondu à cette question. Si l'on a fait des études, quelles conclusions en a-t-on tirées? Quelles sont les prévisions pour les trois ou cinq années à venir?

Le chef de l'opposition a aussi demandé au ministre dans quelle mesure le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration s'occupait de problèmes comme la pénurie de personnel médical et paramédical au Canada, questions qu'a reprises en termes si clairs, ce soir, le député de Simcoe-Nord (M. Rynard). Il a demandé à quel point le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration se souciait du nombre de scientifiques que perd notre pays. Loin de s'efforcer de répondre à ces questions, le ministre les a complètement laissées de côté cet après-midi. C'est ce qui m'oblige à parler comme je le fais maintenant.

Nul ne demande des miracles. Tout ce que nous demandons, c'est une preuve qu'on se penche sur la situation, qu'on cherche des solutions au sein de ce ministère qui est, plus que tout autre, chargé de l'utilisation et de la conservation des ressources de notre main-d'œuvre jeune, et en particulier des diplômés, toujours plus nombreux chaque printemps. Le témoignage fourni, cet après-midi, par le ministre donne à penser que l'on ne se livre dans son ministère à aucune planification de cet ordre. En tout cas, il ne nous en a pas parlé.

Ce doit être une expérience dure et décevante pour bien des jeunes Canadiens—et je m'adresse à mes collègues à la Chambre, car je suis certain que nous sommes tous en contact avec ce problème—de découvrir que les premiers à être trahis dans la société juste, ce

[M. Thompson.]

sont les jeunes, alors que tant d'entre eux lui avaient donné un tel appui, il y a quelques mois. On dirait que le premier ministre et ses collègues disent à leurs jeunes partisans: «Ne nous appelez pas, nous vous ferons signe, aux prochaines élections.» Le gouvernement se prépare une dure déception.

Si le gouvernement et le pays sont prêts à tolérer une situation où un nombre toujours plus grand de jeunes, que l'on a formés et instruits, ne peuvent se faire carrière au Canada, il faut s'attendre à voir augmenter les conflits et la violence. Plus encore peut-être que tout autre, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et son ministère se doivent de trouver des solutions, de donner l'exemple, et de montrer qu'ils tiennent vraiment à concrétiser des mots comme «engagement» et «participation» au progrès de la société canadienne.

Nous sommes saisis d'un amendement à la motion. Il est proposé par le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent). Je tiens à faire quelques remarques à son sujet. L'amendement critique le gouvernement, lui reprochant de négliger le rôle du secteur public. Il y a quelques semaines, je revenais de Grande-Bretagne. Nous avons vu ce qui est arrivé dans un pays où un gouvernement socialiste, fidèle aux principes préconisés par le Nouveau parti démocratique, a échoué à cause de l'importance qu'il attachait au rôle du secteur public. Comme nous l'avons reconnu ici ce soir, il existe un problème au Canada. Toutefois, il est presque insignifiant si on le compare à celui auquel la Grande-Bretagne doit faire face pour s'en être remise principalement au secteur public. Je le répète, ce n'est pas la réponse à la question, pas plus que cet amendement n'est une réponse au besoin et au problème auxquels nous avons à faire face.

M. Broadbent: Le député me permettrait-il une question?

• (9.10 p.m.)

M. Thompson: Mon temps est limité, monsieur l'Orateur, c'est pourquoi je tente de terminer mon exposé. Le député pourra poser ses questions plus tard, s'il le désire.

Une économie basée sur l'entreprise privée et à laquelle tous les individus peuvent participer est plus souhaitable qu'une économie dirigée par l'État. C'est pourquoi l'amendement ne me semble pas pertinent. La Grande-Bretagne a eu l'occasion d'éprouver un régime comme celui que suggère l'amendement et nous pouvons facilement voir quels en ont été les résultats.